

Déclaration CFDT au CE Extraordinaire du 16 juillet 2015

Depuis le début d'année, c'est la cure minceur avec la course à l'externalisation.

Après avoir déjà présenté l'externalisation des services pompiers vers Sécuritas, une partie de l'informatique vers Proversia, le Groupe PSA s'attaque désormais à la vente de certains pans de son activité Recherche et Développement.

Ce jour, 15 Juillet 2015, 3 nouveaux projets d'externalisations seront présentés et débattus lors du Comité Central d'Entreprise PCA. Depuis le début d'année, 439 salariés sont concernés par cette vente à la découpe. PSA annonce également deux autres projets d'externalisation en cours d'étude mais sans préciser l'ampleur ni les délais.

La CFDT PSA estime que l'externalisation de nos activités s'inscrit dans une politique globale de l'emploi qui n'est pas partagée en amont et craint que celle-ci s'accélère sans que les représentations du personnel en soient informées. Les salariés découvrent du jour au lendemain qu'ils sont vendus à des sociétés moins-disant socialement sans ménagement, ni anticipation.

La CFDT craint que la politique actuelle d'externalisation touche plusieurs milliers de salariés, mais cela étant fait par appartement, l'ampleur est camouflée. Afin d'avoir une vision à court, moyen et long terme sur la politique d'externalisation que veut mener PSA, la CFDT PSA a demandé que le cabinet Secafi fasse une analyse et donne une vision sur le volume à venir concernant les externalisations.

La CFDT PSA ne peut se contenter de subir et d'avaliser sans informations suffisantes les projets les uns après les autres. Il nous faut absolument avoir une vision

La CFDT PSA n'acceptera pas d'envoyer les salariés vers un avenir incertain qui pourrait n'être qu'une étape avant Pôle Emploi.

La CFDT PSA ne cautionne pas cette stratégie qui consiste à vider le Groupe de ce qui fait sa richesse, d'abord son patrimoine immobilier et maintenant ses salariés.

Par ailleurs, nous n'avons pas de vision claire sur cette politique qui génère nécessairement des impacts préoccupants sur l'emploi et le groupe :

- Les documents ne donnent aucune information sur les économies réalisées par PCA et le supplément de valeur ajoutée.

- Nous ne savons pas quels moyens seront mis en œuvre pour que la prestation ne soit pas dégradée et pour contrôler l'évolution des coûts.
- Nous n'avons aucune information économique qui nous permette de comprendre pourquoi les prestataires sélectionnés sont les meilleurs. Quelles sont les projets de ces entreprises en France ?
- Les documents nous donnent des informations insuffisantes sur les conditions sociales de ces prestataires notamment sur les avantages sociaux dont bénéficient les salariés de ces entreprises.
- Nous n'avons aucune vision sur la viabilité de ces opérations sachant qu'il n'y a aucun cahier des charges et encore moins d'ébauches de contrats.
- Nous n'avons aucune information sur les volumes d'heures à moyen terme et la manière dont vont être répartis les effectifs de la R & D PSA monde impactant les activités PCA.

La CFDT demande à ce que les réponses aux questions en suspens soient données dans les CE des sites concernés.

La CFDT demande que les CHSCT de chaque secteur soient consultés pour étudier l'impact sur les salariés.

C'est à ces conditions incontournables que le CE pourra donner un avis motivé et éclairé.